

Qui veut-on punir ?



Robert Doisneau, Les doigts pleins d'encre

Qu'a-t-il donc fait ce puni ?

Il n'a pas appris « ses tables », il a copié sur son voisin ou pire encore, il a refusé de faire son travail ? Ce qui est certain, c'est que son maître ne supportait plus de poser son regard sur lui...

Cette photo que j'ai collée dans le vieil escalier de l'école du village où je travaille et qui mène à ma salle de rééducation, attire inmanquablement le regard des enfants dont je m'occupe. Est-ce la tignasse ébouriffée du puni, ses chaussettes en tire bouchon, sa mine déconfite ou simplement la situation qui surprennent ? En effet, aujourd'hui on n'imagine plus de punir ainsi « les cancre » et, au contraire, on s'intéresse à leurs difficultés à apprendre afin de les aider ! Même les enfants le savent, et l'idée qu'on puisse ainsi refuser de s'occuper d'un élève les saisit : « Mais qu'est-ce qu'il a fait ? » me demandent-ils souvent !

Dès les années soixante-dix, sous l'impulsion des théories humanistes reprises par les « soixante-huitards », on a créé les GAPP (Groupes d'Aides Psycho Pédagogiques) afin de mettre fin à la ségrégation des élèves en difficulté à l'école et, au contraire, de davantage adapter le système scolaire à cette population. On pariait sur la présence d'enseignants spécialisés au sein de l'Institution pour faire changer son regard sur « l'enfance inadaptée ». Plus tard, en 89, on a décidé de mettre « l'enfant au centre du système » et d'envoyer 80% d'une classe d'âge au Bac ! En 90 les RASED (Réseaux d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté) ont succédé aux GAPP avec, pour objectif affiché, de « mailler » le territoire afin que chaque enfant en difficulté puisse bénéficier de l'aide dont il avait besoin (pédagogique, rééducative et/ou psychologique) pour réussir. Regretterais-je un âge d'or ? Non, je ne suis pas naïf, jamais les moyens suffisants à la réalisation de ses propres ambitions n'ont été donnés à l'école ! Ce que je regrette cependant, c'est l'humanisme qu'on affichait, la haute idée de l'enfant-élève qu'on prônait alors et qui donnait de la fougue et de l'énergie aux enseignants qui voulaient la défendre. C'est d'ailleurs cette philosophie de l'éducation qui m'a fait choisir le métier d'instituteur.

La FNAREN (Fédération Nationale des Associations de Rééducateurs de l'Education Nationale) est née de cette énergie des années 80. Elle n'a eu de cesse de défendre et de promouvoir l'aide rééducative et au-

delà, de plaider la cause des enfants en souffrance à l'école et de leurs familles. Aujourd'hui, elle est d'autant plus sur le qui-vive que le réaménagement de la semaine scolaire décidé sans concertation par le Président de la République en 2008, décision qui a davantage été guidée par des choix financiers que par des considérations éducatives, met à mal les aides spécialisées à l'école. « 15 % des élèves sont en difficulté à l'entrée en sixième ! » déclarait le ministre de l'Education nationale X. Darcos lors de son arrivée aux affaires ! Pour y remédier, mais surtout pour justifier sa réforme, le ministre (qui prétendait ainsi « diviser par trois l'échec scolaire » !) a réduit la semaine d'enseignement à 24 heures tandis qu'il proposait 2 heures supplémentaires de soutien (l'Aide Personnalisée) aux élèves qui présentent des difficultés scolaires. Non seulement le rythme chrono-biologique des élèves en difficulté était mis à mal par l'allongement de la journée de classe mais tout le dispositif existant des aides spécialisées à l'école était menacé par ce projet !

Chacun s'entend sur la nécessité d'aider les élèves mais à quel type d'écopier l'Aide Personnalisée peut-elle profiter ? A ceux qui ont besoin de répéter, de reprendre certaines notions en effectif réduit ? Ce dispositif leur est peut-être utile. Mais qu'en est-il des autres enfants, ceux que les rééducateurs accompagnent ? Comment penser la complexité de la relation avec les familles ? Comment envisager l'accompagnement des enseignants des classes ? Ces enfants instables ou inhibés, ceux qui ne manifestent pas de véritable appétence scolaire, ceux pour qui toute notion nouvelle ou toute situation d'évaluation est insurmontable parce qu'elle les renvoie à un enjeu affectif ; que mettre en œuvre avec eux ? Les difficultés scolaires (cognitives ou comportementales) peuvent être envisagées comme le symptôme de difficultés personnelles. L'aide rééducative, dans l'école, a pour fonction de conduire progressivement l'enfant à un réaménagement de son mode de relation à l'environnement et de lui permettre de retrouver l'estime de soi, le plaisir du fonctionnement intellectuel et le goût d'apprendre. Ni l'Aide Personnalisée, ni les stages de remise à niveau ne peuvent s'y substituer !

C'est ce que les 300 000 signataires de la pétition « Sauvons les RASED ! » ont tenté de signifier au ministre en 2009. En vain, car c'est plus de 2000 postes RASED qui ont été supprimés en 2010, cela malgré l'opposition des fédérations de parents d'élèves, des syndicats d'enseignants, des associations professionnelles, des chercheurs en Sciences de l'Education, des professionnels de l'enfance, bref de toute la communauté éducative ! Au ministère, bien que les chaises musicales aient valsé, on n'a pas pour autant renoncé au projet de démantèlement des aides spécialisées à l'école, loin de là. En effet, si les départs à la retraite et les postes vacants ne sont pas compensés par l'arrivée des professeurs des écoles spécialisés fraîchement formés, les RASED risquent de s'éteindre à petit feu. N'est-ce pas l'objectif à peine masqué du ministère ? Cette année, seuls 56 collègues partiront en formation, quota ridicule qui n'inversera pas l'hécatombe. Autre crainte, la disparition des IUFM inhérente à la réforme de la Mastérisation de la formation des professeurs augure la mort des formations spécialisées tandis que les Masters spécialisés qui fleurissent ça et là ne seront pas accessibles aux enseignants dans le cadre de la formation continue.

La stratégie mise en place est insidieuse mais efficace. Plus d'annonces tonitruantes, le ministère a compris la leçon. Officiellement, on rassure les acteurs du monde éducatif : « Non, il n'est pas question de supprimer les aides spécialisées ! », mais l'objectif initial de disparition des RASED en trois ans n'est-il pas toujours présent car on ne les forme plus et on demande au contraire aux Recteurs de les éradiquer (cf. schéma d'emploi 2011-2013 qui a « fuité » en mai) en pratiquant des coupes claires dans les postes d'enseignants spécialisés !

Nous avons utilisé tous les moyens légaux et institutionnels pour nous faire entendre : manifestations, pétitions, audiences auprès des élus, médias (...), mais nos plaidoyers restent lettre morte.

Lors des Etats Généraux de la sécurité à l'école, des idées-forces ont été mises en exergue : il existe une forte corrélation entre la violence, le décrochage scolaire et l'absentéisme ; les stratégies les plus efficaces sont celles qui sont basées sur l'école elle-même ; il est important de ne pas sous-traiter la lutte contre l'échec scolaire ; le climat scolaire a une incidence majeure sur les comportements agressifs... Ces conclusions n'alertent pas le pouvoir qui persiste à réduire le budget de l'Education nationale et à vouloir ne pas remplacer un départ à la retraite sur deux, même lorsqu'il s'agit d'éducation et de l'avenir de la jeunesse.

Cette gestion comptable à court terme nous éloigne du beau et ambitieux projet de la réussite de tous les enfants à l'école et nous renvoie à une question de société : Quels citoyens voulons-nous pour demain ?

Loïc DOUET,
Vice-président de la FNAREN,
pour le Bureau National